

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, bien des déclarations, ont été faites à la Chambre par les ministres actuels et leurs prédécesseurs, y compris moi-même comme ministre chargé de l'expansion industrielle et comme ministre de l'Industrie et du Commerce. La confusion tient peut-être à la différence qu'il y a entre parler d'une stratégie industrielle unique ou, comme le propose le rapport sectoriel, de plusieurs stratégies industrielles reliées entre elles, chacune évoluant dans le cadre d'un plan d'ensemble.

● (1125)

Si nous examinons les déclarations faites au sujet de nos stratégies industrielles, notamment en ce qui concerne l'industrie de la construction navale et l'industrie forestière depuis quelques semaines, nous constatons que le Conseil ministériel de l'expansion économique prend effectivement une série d'initiatives industrielles dans tous les secteurs essentiels. Qu'on veuille appliquer à ces initiatives la définition générale de stratégie industrielle globale ou qu'on veuille, comme le ministre intéressé l'a déclaré—et j'y souscris, comme tous nos collègues de ce côté-ci, j'en suis certain—analyser chaque secteur essentiel et favoriser son expansion, comme nous le faisons à l'heure actuelle, je prétends qu'il s'agit avant tout d'une chicane de mots.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, je ferai remarquer au ministre qu'il ne s'agit pas simplement d'arguties.

Je reviens maintenant au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le Conseil des sciences signale avec raison qu'il ne suffit pas de s'intéresser aux divers secteurs de l'économie canadienne ou aux divers aspects de nos difficultés économiques, que ce soit d'une part l'inflation ou d'autre part le chômage, mais le Conseil prétend que ce sont simplement les symptômes de difficultés structurelles plus importantes.

Je voudrais demander au ministre chargé du Conseil des sciences pourquoi le gouvernement canadien ne peut pas agir comme la France, le Japon, la Norvège, la Suède et la plupart des autres pays industriels et intégrer dans sa politique économique une stratégie industrielle d'ensemble. C'est la seule façon, comme le Conseil des sciences l'a signalé, de réaliser le plein emploi à long terme au Canada.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, mes collègues, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le président du Conseil ministériel de l'expansion économique, ont déjà signifié clairement que c'est effectivement ce que nous cherchons à faire dans les secteurs clés de l'économie. Nous le faisons tout en tenant compte des intérêts du patronat et du salariat. Ces deux parties ont fait des recommandations dans le cadre des travaux de chacun des groupes d'étude sectoriels.

Le gouvernement n'était pas là à dire: «Nous allons décider ce qu'il y a lieu de faire» mais, au contraire: «Nous devrions vous entendre». Chacun des groupes de travail comptait un certain nombre de collaborateurs du gouvernement parmi ses membres qui se gardaient bien d'imposer une conduite. Ils

Questions orales

écoutaient et prenaient des notes. Ils faisaient partie intégrante du processus. Le député reconnaîtra certainement que la partie salariale a son mot à dire dans l'élaboration d'une stratégie industrielle nationale.

M. Fraser: Depuis quand écoutez-vous les avis des salariés?

M. Gillespie: Si le député croit véritablement à cette formule, il devrait soutenir le gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour faire participer le salariat à la définition et à l'élaboration de stratégies distinctes pour les différents secteurs de l'activité économique.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, le ministre devrait sortir et aller prendre un autre xérès.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Se décidera-t-il enfin, pour une fois, à s'en tenir à la question? Le Conseil des sciences remarque que le gouvernement n'a jamais eu de stratégie industrielle cohérente parce que, et je cite, il éprouve «une aversion idéologique» pour la planification intelligente. Comment se fait-il que d'autres pays industrialisés reconnaissent le besoin de faire coïncider la mise en valeur des ressources et la productivité industrielle, le besoin d'intégrer leur politique anti-inflation dans leur stratégie de plein emploi de la main-d'œuvre active, et le besoin enfin non seulement d'avoir une industrie de construction navale dans une partie du Canada et une industrie de fabrication de matières plastiques dans une autre, mais de conjuguer les deux?

Comment se fait-il que les autres pays industrialisés y soient arrivés quand notre gouvernement à nous, qui est au pouvoir depuis de nombreuses années, n'a jamais pu y parvenir et refuse encore d'essayer?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de revenir aux principaux éléments actifs de notre système économique, c'est-à-dire les industries mêmes. Le gouvernement croit que le salariat et le patronat doivent travailler ensemble. L'industrie forestière en présente un très bon exemple. Il s'agit-là d'une industrie très vaste. Elle compte parmi celles de nos industries qui exportent le plus. A la suite des consultations que les travailleurs, les employeurs et le gouvernement ont eues au sujet des problèmes et des possibilités de cette industrie, le gouvernement a annoncé un programme d'appui financier à cette industrie qui l'aidera à devenir plus concurrentielle et à se moderniser.

Nous croyons à ce genre d'approche sélective et nous croyons qu'il faut s'occuper de chacun des secteurs clés. Celui de l'automobile est un autre élément important de notre économie, comme le député le sait. Il a aussi parlé de l'industrie de la construction navale. Nous croyons qu'il faut travailler de concert avec les parties concernées. Nos chances de développer une industrie navale rentable et prospère seront bien meilleures si nous procédons par consultation que si nous travaillons en secret comme les partisans du député croient peut-être que nous devrions le faire.